

Université de Tartu
Institut des langues et des cultures étrangères
Département d'études romanes

Emily-Ehtel Kask

LA LUTTE « NON-VIOLENTE » CONTRE LA POLITIQUE CLIMATIQUE
D'EMMANUEL MACRON PAR LE MOUVEMENT ANV-COP21

Mémoire de licence

Sous la direction de
Marge Käsper

Tartu 2025

Table des matières

Introduction	3
1. Le mouvement ANV-COP21 et son positionnement	5
1.1. Les objectifs du mouvement	6
1.2. Les manières et le principe d’agir du mouvement	7
1.3. La lutte pour le climat et les paradoxes d’une stratégie de « l’homme de paille »	9
2. La construction de l’image du mouvement par les slogans	12
2.1. Questions rhétoriques comme stratégie de provocation.....	14
2.2. Le syntagme nominal comme mise en avant de causes	16
2.3. Le syntagme verbal comme appel à l’action collective	17
3. Les échos et les réponses aux actions de l’ANV-COP21.....	21
3.1. La campagne Décrochons Macron : culpabilité symbolique et culpabilité juridique	21
3.2. Vers un changement de cible ?	26
3.3. « L’homme de paille » inversé	28
Conclusion.....	31
Bibliographie.....	33
Resümee	38

Introduction

L'ampleur du changement climatique et l'insuffisance des mesures prises par les gouvernements pour le ralentir ont incité les citoyens à rechercher de nouveaux moyens d'influencer le public et les responsables politiques afin qu'ils abordent les enjeux climatiques.

Ce mémoire examine la lutte non-violente du mouvement ANV-COP21 (Action Non-Violent COP21) contre la politique climatique d'Emmanuel Macron, une lutte qui allie techniques de protestation symbolique et logique d'action à la limite du droit. Nombre des actions du mouvement ANV-COP21 sont nées en réponse à ce qui était perçu comme une action insuffisante du président Emmanuel Macron sur le changement climatique. Ce mouvement, qui prône des méthodes non-violentes, est confronté au défi inhérent de traduire ses objectifs en actions politiques efficaces au sein du système et de mettre en avant sa légitimité éthique et politique, alors que ses méthodes l'ont mis en conflit avec la loi et ont donné lieu à des dizaines de poursuites judiciaires.

L'un des axes du mémoire est la question de la manière dont l'organisation ANV-COP21 construit son image à travers une approche non-violente mais à la limite du droit. À cette fin, j'analyse les slogans utilisés lors de leurs manifestations, faisant directement référence à Emmanuel Macron ou à sa politique climatique, ainsi que la campagne « Décrochons Macron », qui constitue l'un de leurs actes symboliques. Le deuxième axe porte sur leur image dans la société, en examinant la manière dont les médias présentent leur campagne contre la politique climatique d'Emmanuel Macron.

Ce mémoire se compose de trois parties. Dans la première, je présente le contexte et les objectifs du mouvement ANV-COP21, ainsi que leur choix stratégique délibéré d'utiliser des méthodes d'action provocatrices mais non-violentes. Dans la deuxième partie, j'analyse les techniques rhétoriques et symboliques utilisées dans les slogans du mouvement, la manière dont leur message est construit et communiqué au public, la manière dont elles soutiennent les objectifs du mouvement et comment ils représentent Emmanuel Macron. Dans la troisième partie, j'analyse l'interprétation sociale et rhétorique des actions de l'ANV-COP21, en soulignant la tension entre

culpabilité symbolique et juridique dans leur campagne Décrochons Macron, le changement de direction dans le choix de la cible politique et l'inversion de concept figuratif du « homme de paille », où le mouvement se met en scène en victime, selon eux accusé et attaqué par l'État répressif.

L'objectif de ce mémoire est de montrer comment ANV-COP21 construit discursivement son image, comment sa stratégie lui permet de rester dans le cadre de la résistance non-violente, tout en s'affirmant comme un sujet politique puissant. Les activités du mouvement ANV-COP21 ont déjà été étudiées, notamment par Julien Giudicelli (2025) de l'Université de Bordeaux, qui a abordé les conséquences juridiques des actions de l'organisation. En revanche, les slogans utilisés par l'organisation n'ont pas été analysés auparavant.

1. Le mouvement ANV-COP21 et son positionnement

ANV-COP21 (Action Non-Violent COP21) est un mouvement civil qui s'oppose aux politiques et aux projets qui exacerbent la crise climatique et les inégalités sociales qu'ils provoquent. Comme les questions environnementales sont au cœur des préoccupations de la génération actuelle, le mouvement s'engage consciemment dans des méthodes non violentes, y compris la désobéissance civile lorsque la situation l'exige. (*Le mouvement ANV-COP21*, ANV-COP21, en ligne) La non-violence déclarée du mouvement n'implique pas une position neutre ou politiquement sûre, mais plutôt un choix stratégique par lequel ANV-COP21 cherche à se démarquer de la stratégie « classique » de protestation, qui s'accompagne d'une image violente et agressive. La non-violence, telle qu'interprétée par le mouvement, est également un moyen de communication : elle lui permet d'adopter une position morale supérieure et de se présenter aux yeux du public comme des acteurs éthiques et légitimes, même si, en réalité, ses actions peuvent contenir une violence cachée.

Le mouvement a commencé en 2015, lorsque la Conférence de Paris (COP21) s'est tenue en France (*ibid*). La COP21 a abouti à un nouvel accord international sur le climat qui s'applique à tous les pays et vise à limiter réchauffement climatique entre 1,5 et 2°C (France Diplomatie 2023). Cependant, aucune obligation contraignante n'a été créée pour les pays impliqués, et le mouvement a estimé que les projets qui exacerbent le changement climatique sont inacceptables et doivent être mis en œuvre. Les groupes d'activistes ont commencé à créer une pression civique pour obtenir l'accord le plus ambitieux possible. Le mouvement a organisé une série d'actions non violentes, pour attirer l'attention sur la responsabilité institutionnelle dans le changement climatique. Dans le cadre de l'une des campagnes les plus connues, la campagne des Faucheurs de chaises, des manifestations ont eu lieu dans les banques pour souligner le rôle des capitaux cachés dans les paradis fiscaux dans le financement de la politique climatique. (*Le mouvement ANV-COP21*, ANV-COP21, en ligne) Bien

que la COP21 ait abouti à un objectif ambitieux, non contraignant pour les États, les militants critiquent son manque de piété et ses promesses non tenues. Cette insuffisance institutionnelle justifie l'action de l'ANV-COP21, mais là encore, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas seulement de formuler des revendications, mais de réécrire les règles de la légitimité politique : si l'État n'agit pas suffisamment, alors le peuple a le droit de prendre les choses en main.

1.1. Les objectifs du mouvement

Inspirée par la Conférence de Paris (COP21), l'organisation a également commencé à s'attaquer au problème climatique de manière plus large. Dans la lutte pour le climat, l'ANV-COP21 repose sur une stratégie totalement non-violente, qui comprend différents modes d'action, depuis les actions symboliques jusqu'aux boycotts et à la résistance directe.

L'objectif principal de l'organisation étant d'orienter les choix politiques et de sensibiliser le public à l'importance et à l'urgence du problème climatique, l'inclusion est importante pour affronter le problème ensemble. Alors, cette approche non-violente est ouverte à tous, quels que soient l'âge, la condition physique ou les compétences. Selon l'organisation, l'objectif de l'action non-violente n'est pas seulement de changer la politique, mais aussi de promouvoir un changement social et climatique plus large. Le mouvement prône une société de coopération, d'inclusion et de bienveillance, plutôt que de hiérarchie et de compétition. Grâce à la résistance non-violente, l'espoir est de façonner une vision alternative de l'avenir où tous les citoyens participent aux processus de prise de décision, et pas seulement les politiciens. (*ibid*) La rhétorique officielle du mouvement crée une image utopique d'une société fondée sur la coopération, l'inclusion et l'entraide – des valeurs qui s'opposent au système hiérarchique et compétitif qu'ils considèrent comme le fondement de la politique dominante. Ainsi, la non-violence crée un cadre narratif autour d'elle-même dans lequel la position du citoyen n'est pas seulement une participation passive, mais la construction active d'une vision alternative de l'avenir. L'objectif principal du mouvement étant d'influencer les décisions politiques et de sensibiliser l'opinion publique à l'ampleur et à l'urgence de la crise climatique, il place délibérément au centre des critiques le président Emmanuel Macron, dont l'action politique sur les

questions climatiques est jugée insuffisante. Il ne s'agit pas de simples revendications, mais de construire rhétoriquement une contradiction entre promesses officielles et actions concrètes. Cette dissonance est à la base d'un discours par lequel l'ANV-COP21 cherche à déplacer le champ social des significations et à établir une nouvelle conception de la responsabilité, une conception qui rejette la lenteur des progrès et l'hypocrisie de la communication.

1.2. Les manières et le principe d'agir du mouvement

La résistance non-violente est une stratégie visant à répondre au conflit sans recourir à la violence physique. Outre les violences physiques, le mouvement ANV-COP21 liste les agressions psychologiques, verbales et non-verbales, ainsi que les atteintes aux biens d'autrui, comme résistance violente. L'agression verbale comprend les insultes, les paroles ironiques qui pourraient être offensantes, les propos méprisants, les moqueries, la stigmatisation, les cris sur les gens. L'agression non-verbale désigne principalement des regards provocateurs et des gestes offensants. (*Nos critères d'action non-violente*, ANV-COP21, en ligne) Les formes de violence indiquées ci-dessus sont donc interdites dans les activités du mouvement. Mais une exception n'est possible qu'à condition qu'elle soit décidée collectivement, mais qui, selon le mouvement, apparaît toujours non-violente et légitime aux yeux de l'opinion publique (*ibid*). Il existe donc une possibilité d'incohérence quant à la légitimité des activités du mouvement. Bien qu'ils précisent leurs critères de fonctionnement et les limites à ne pas franchir, leurs principes stipulent néanmoins que des exceptions peuvent être faites dans l'organisation des actions avec une approbation collective conjointe. Si ceux qui font des exceptions décident eux-mêmes de ce qui est violent et de ce qui ne l'est pas, leurs opinions peuvent être biaisées, car ils peuvent considérer leurs actions justifiées même si elles nuisent objectivement à autrui. Il y a un risque que le concept de violence, ou de non-violence, devienne situationnel et perde ses limites claires, car si leurs actions ne paraissent pas violentes aux yeux du public, cela signifie-t-il automatiquement qu'elles ne sont pas violentes ? Bien que l'organisation condamne la violence, notamment physique, psychologique, verbale et non-verbale, rien n'est dit sur la violence symbolique. Selon Emmanuel Terray (1996 : 12), la violence symbolique est avant tout une violence physique cachée, qui ne constitue pas une

violence à part entière, autonome et auto-existant, mais qui demeure irréductiblement violence en son cœur et qui a aussi pour effet de créer une légitimité pour un discours ou une institution, mais cette légitimité présuppose l'ignorance de la violence qui l'a créée. Ainsi, les actions de l'ANV-COP21 peuvent être perçues non seulement comme un acte d'expression symbolique, mais aussi comme une possible forme de violence symbolique, qui, là encore, n'est pas explicitement condamnée par l'organisation. Cependant, selon l'approche de Terray, un acte peut demeurer une violence au sens profond du terme, même si son effet est indirect et présenté comme une protestation légitime. Un mouvement qui prône la non-violence peut recourir indirectement à la violence au niveau du discours, même si ce n'est ni son intention ni sa rhétorique publique. Surtout lorsque sa nécessité a été collectivement décidée et jugée légitime.

La résistance non-violente n'est pas une approche passive ou une inaction, mais une stratégie active intrinsèquement non-violente. Selon Gene Sharp (1973 : 64), l'un des théoriciens les plus éminents de la non-violence, cela ne signifie pas éviter le conflit ou l'ignorer, mais plutôt agir de manière efficace et consciente en politique et dans l'exercice du pouvoir. Sharp divise la résistance non-violente en trois catégories principales : les actions de protestation et de persuasion (manifestations ; utilisation des médias, symboles et slogans), le refus de coopérer aux niveaux social, économique et politique (boycotts, grèves, etc.), les actions d'obstruction (occupation de bâtiments, arrêts de travail, institutions parallèles). Selon Sharp, la résistance non-violente est efficace car elle oblige les structures de pouvoir à réagir d'une manière qui peut conduire à leur perte de légitimité. (Sémelin 1998 : 778) L'ANV-COP21 utilise principalement la première catégorie de la classification Sharp dans ses activités, les situant dans le cadre de la désobéissance civile active. Dans leur lutte contre la politique climatique de Macron, ils utilisent les manifestations, les médias, les symboles et les slogans pour communiquer leurs objectifs. Les slogans utilisés visent à influencer l'opinion publique et à promouvoir le changement politique. En agissant par la résistance non violente, non seulement de manière délibérée, mais aussi systématique et stratégique, ils modifient le cadre discursif des institutions et du pouvoir grâce au langage des slogans.

Bien que les racines de la résistance non-violente remontent plus loin dans l'histoire, elle est devenue connue dans l'histoire récente avec Mahatma Gandhi qui a dirigé le mouvement indépendantiste indien contre la domination coloniale britannique et dont

le principe du *satyagraha* (rester fidèle à la vérité) était également basé sur les méthodes de résistance pacifique (Gandhi 1960 : 30-31). Ses idées ont été développées dans le contexte du mouvement américain des droits civiques par Martin Luther King Jr., qui a souligné que la résistance non-violente est une arme puissante pour atteindre la liberté (*Nonviolence*, en ligne). Si dans le passé la résistance non-violente était principalement utilisée pour résoudre des problèmes sociaux, cette approche s'étend aujourd'hui également aux questions environnementales et climatiques.

Il est remarquable que les activistes de l'ANV-COP21 tendent à se présenter non pas comme de simples participants au débat public, mais plutôt comme des porteurs de vérité morale, qui dénoncent les « mensonges » des détenteurs du pouvoir. Le principe du *satyagraha* a été préservé en eux. Leurs activités ne se concentrent pas sur la proposition de politiques alternatives, mais souvent plutôt sur la dénonciation symbolique, construisant une opposition entre eux, les représentants de la vérité, et les « dirigeants irresponsables ». Cependant, cela peut remettre en question la possibilité d'un dialogue critique, lorsqu'un parti se positionne comme le seul juste, une opinion différente peut facilement être perçue comme fautive. Ainsi, une stratégie non-violente peut paradoxalement contenir une part d'exclusion rhétorique et de violence symbolique, opérant de manière discursive, partant du principe que la vérité est déjà connue et qu'il suffit de la rendre visible.

1.3. La lutte pour le climat et les paradoxes d'une stratégie de « l'homme de paille »

La lutte pour le climat est devenue de plus en plus d'actualité, l'inaction des gouvernements ayant accru la frustration des jeunes et des militants de la société civile en particulier. Diverses organisations altermondialistes et militants pour le climat ont mis en œuvre diverses méthodes de protestation, allant des marches pacifiques aux interventions radicales, comme Greenpeace qui s'est collée aux aéroports ou les militants pour le climat qui ont jeté de la soupe sur la Joconde en 2024. Ces actions visent souvent des symboles qui incarnent les causes de la crise environnementale mondiale, comme l'aviation, l'industrie pétrolière ou, dans certains cas, les dirigeants politiques et leur inaction.

En France, l'ANV-COP21 a abordé la lutte pour le climat par une stratégie symbolique forte : Emmanuel Macron a été transformé en cible personnifiée, ou « homme de paille ». Il s'agit d'une stratégie discursive qui réduit un problème complexe et systémique à la faute d'une seule personne, un homme de paille est une figure représentant un « ennemi » qui est symboliquement vaincu sans que « l'ennemi réel » ne soit blessé (Doury 2021). Doury cite l'exemple d'une manifestation où une figure artefact, homme de paille, ressemblant symboliquement à Emmanuel Macron est pendu pour matérialiser la dénonciation du président, en incarnant physiquement un adversaire politique, construit comme cible de ressentiment collectif. Dans le contexte de ce travail, le problème complexe et systémique est l'inaction sur les questions climatiques. Ce récit est également mis en avant par les slogans utilisés lors des manifestations de l'ANV-COP21, qui présentent le président non seulement comme un représentant du gouvernement, mais aussi comme le principal obstacle à la révolution verte. Mais l'utilisation de la figure de « l'homme de paille » dans l'activisme climatique engendre un paradoxe à plusieurs niveaux. D'une part, cette stratégie permet de concentrer la critique sur une personne spécifique, augmentant ainsi la clarté du message et la couverture médiatique. D'autre part, une telle personnalisation occulte la complexité de la responsabilité systémique et peut conduire à une simplification du débat social, où l'on perçoit à tort que la destitution ou la condamnation d'une personne entraînerait un changement systémique. Si la figure de « l'homme de paille » est utilisée par un mouvement qui revendique sa non-violence, il ne s'agit alors que de violence symbolique, mais elle ressemble néanmoins à la violence. Ceci est corroboré par la définition de la violence symbolique : la violence symbolique est une violence cachée (Terray 1996 : 11). De ce fait, leurs actions ont une image double, tandis que la non-violence peut ressembler à la violence.

L'un de moyens d'analyse du discours pour analyser ce paradoxe est la théorie de deux faces. Selon Dominique Maingueneau (2000 : 24), tout individu a deux faces, la face positive fait référence à la façade sociale que l'individu présente à la société, et la face négative fait référence au territoire physique et intime de l'individu. Le discours public d'Emmanuel Macron, lié à ses activités politiques, est sa face positive. En même temps, lorsque des militants décrochent ses portraits ou les brûlent symboliquement, ils attaquent indirectement sa face négative – son espace personnel, physique et lié à l'autorité. Appliquée aux actions contre Macron, comme le retrait de ses portraits

officiels des mairies dans le cadre de la campagne Décrochons Macron, la dynamique suivante se dégage : bien que le président soit a priori attaqué sous sa face positive – en tant que chef d'État, personnalité politique –, ces actes impliquent inévitablement une attaque contre sa face négative. Ces actes envahissent symboliquement sa sphère personnelle et peuvent donc être interprétés non seulement comme une critique politique, mais aussi comme une agression ou violence symbolique contre l'individu. Mais dans quelle mesure une telle attaque peut-elle rester non-violente, et une attaque symbolique qui se déplace au niveau personnel ne devient-elle pas pour autant potentiellement violente, du moins symboliquement ?

Une dichotomie apparaît ainsi : d'un côté, la provocation est un moyen stratégique de visibilité et d'attention médiatique, de l'autre, elle soulève des questions éthiques et communicationnelles précisément lorsque la forme de la manifestation éclipse son contenu. À travers les slogans et les actions presque théâtrales qui les accompagnent, une construction sociale plus large du sens se dessine, où la communication politique est liée à une remise en question des frontières entre performativité et non-violence.

2. La construction de l'image du mouvement par les slogans

Dans ce chapitre, j'analyse huit slogans utilisés par le mouvement ANV-COP21 lors de ses manifestations contre la politique climatique d'Emmanuel Macron, à savoir les suivants :

Avant de voter, faisons le vrai bilan du gouvernement ;

Climat justice sociale : où est Macron ? ;

Climat, justice sociale sortons Macron ;

Climat : Macron candidat dangereux ;

Climat : stop répression place à l'action #Décrochons Macron ;

Climate emergency Macron guilty ;

Politique du blabla, quels dégâts ? Le mars 13 à l'Élysée démasquons Macron ;

Sabotage climatique Macron coupable.

L'objectif de cette analyse est de montrer que l'impact linguistique de ces slogans, ainsi que les slogans eux-mêmes, s'inscrivent dans une stratégie plus large de l'organisation : ils soutiennent les actions menées par ANV-COP21. Les slogans proviennent d'un ensemble de photos tirées des articles publiés sur le site web de l'organisation qui fait une couverture systématique des manifestations qu'ils ont organisées, afin de mieux faire comprendre l'image qu'ils souhaitent transmettre à un public plus large. Les exemples spécifiques datent de 2020 à 2022. Le nombre restreint des slogans s'explique par le fait que, d'une part, l'organisation réutilise ses slogans, sans trop les faire varier, et, d'autre part, que ce mémoire se concentre néanmoins spécifiquement sur les activités anti-Macron de l'organisation, plutôt que sur son cadre d'activité plus large.

Je me suis concentrée notamment sur les activités anti-Macron parce que pour l'ANV-COP21, Emmanuel Macron est le coupable symbolique du changement climatique et sa figure est liée à des enjeux politiques complexes, tant par ses slogans que par ses

actions. Une telle approche employée lors des manifestations en France n'est pas nouvelle, une dynamique similaire peut être observée lors de manifestations ayant eu largement lieu en 2011, où le président de l'époque, Nicolas Sarkozy, s'était vu attribuer un rôle similaire. Comme le note Vignes (2019 : 98-99), les slogans du mouvement de protestation de 2011 contre le gaz de schiste comprenaient des appels impératifs directs à Sarkozy, tels que « Sarko y'a pas moyen dégager » et « gaz' toi pauv' con », dans lesquels les mots « dégagement » et « gaz » phonétiquement liés, créaient un lien paronymique qui liait visuellement et linguistiquement le président à une industrie considérée comme indésirable. Une analyse des slogans contre Macron permet de comprendre comment la critique politique opère dans différents cadres temporels et discursifs. Alors que Sarkozy était présenté à travers des jeux de langage impliquant des insultes directes, ANV-COP21 utilise une rhétorique plus structurée mais tout aussi accusatrice pour Macron, ce qui permet d'analyser et notamment de se concentrer sur la construction de la responsabilité politique à travers les slogans de cette organisation qui sont, selon le mouvement, non-violents mais critiques.

Il est d'abord pertinent de chercher à savoir ce qu'est un slogan tant quant à sa forme qu'à sa fonction. L'une des définitions classiques du slogan est qu'il concentre le discours dans un noyau thématique, en une formule concise et rythmée, dans le but mnémonique et pragmatique de mobiliser les gens et de les diriger vers l'action (Fiala 2002 : 537). On peut donc prendre comme un aspect de l'analyse la manière dont le mouvement mobilise les spectateurs pour atteindre ses objectifs à travers des slogans. L'un des objectifs de l'ANV-COP21 étant de légitimer et de prioriser les enjeux climatiques et sociales de manière non-violente, le mouvement utilise le président Emmanuel Macron comme un homme de paille sur lequel rejeter toute la responsabilité de la délégitimation des questions climatiques. Bien que l'ANV-COP21 repose sur les principes de la résistance non-violente, ses stratégies discursives utilisent les mécanismes de la violence symbolique pour remettre en cause l'ordre politique en vigueur. La violence symbolique est une violence qui se nie elle-même, qui opère sans force brutale dans le langage et, plus généralement, dans et par la représentation (Terray 1996 : 11). Les slogans qu'ils sont créés ne visent pas simplement à informer le public, mais à engager une réflexion discursive, par laquelle ils se présentent comme porteurs de vérité et délégitiment le président et ses décisions politiques. J'examine donc également les raisons pour lesquelles Macron est devenu l'objet de slogans, selon

l'organisation, et comment le langage des slogans peut refléter une violence symbolique.

Le chapitre se compose de trois parties : dans la première, j'analyse les questions rhétoriques utilisées dans les slogans, dans la deuxième, les syntagmes nominaux, et dans la troisième, les syntagmes verbaux. J'examine l'impact de chaque catégorie dans le contexte du slogan dans son ensemble, et si et comment l'image du mouvement ANV-COP21 s'exprime dans les slogans.

2.1. Questions rhétoriques comme stratégie de provocation

Un premier moyen rhétorique employé dans les slogans utilisés par ANV-COP21 lors des manifestations est la question rhétorique. Dans les slogans, les questions rhétoriques sont basées sur le contexte et interrogent sur les valeurs et les vérités. Dans le cadre des manifestations d'ANV-COP21, les questions rhétoriques sont avant tout provocatrices ou sarcastiques.

D'après ANV-COP21 (06/03/2022), en mars 2020, des militants d'ANV-COP21 ont retiré un portrait d'Emmanuel Macron de la mairie de sa ville natale d'Amiens. Il s'agissait d'un acte symbolique qui précédait une manifestation prévue devant l'Élysée une semaine plus tard, où l'organisation prévoyait d'accuser Macron de rhétorique creuse et de négligence du climat et de la justice sociale. Le slogan utilisé dans l'appel était *Politique du blabla, quels dégâts ?* La question posée sur le slogan *quels dégâts ?* n'exprime pas forcément un désir de savoir quels sont les dégâts, c'est plutôt une question non canonique¹ (cf Farkas 2022) : étant donné le positionnement de l'organisation, le locuteur n'est pas ignorant en la matière mais suggère plutôt que les dégâts sont considérables. Le jugement à la politique en question est en fait donné d'emblée : *Politique du blabla* fait spécifiquement référence à l'accusation de l'organisation selon laquelle la rhétorique de Macron est creuse, ne consistant qu'en mots au lieu d'actions. La question est donc plutôt une thématisation provocatrice, soulevant pour le public si jamais encore ignorante une question à laquelle

¹ Selon Farkas (2022 : 297), ces questions annulent ou affaiblissent au moins une des hypothèses qui accompagnent les actes de questions canoniques – c'est-à-dire l'ignorance du locuteur, la compétence du destinataire, la conformité du destinataire et l'objectif immédiat de résolution du problème, et/ou les rôles par défaut des participants de questionneur et de répondeur.

l'organisation a une réponse sévère qu'elle exprime par suggérer que la *politique du blabla* a plutôt causé de graves dommages. Le slogan attaque la stratégie discursive du pouvoir d'État lui-même, non pas tant le contenu de la politique que sa forme de représentation. Le mot *blabla* représente le concept de vide linguistique, censé remplacer l'action réelle. Par le langage, la légitimité de Macron est remise en question, le présentant comme un orateur creux dont les mots ne signifient rien, son discours étant voué à l'insignifiance. Ainsi, une telle attaque linguistique peut être considérée comme une violence symbolique, car elle nie la validité de la position de l'adversaire dans la sphère publique.

De manière semblable, le slogan *Climat Justice Sociale : où est Macron ?* a été utilisé en aout 2020 juste avant le sommet du G7 à Biarritz, où l'organisation voulait attirer l'attention internationale sur les deux poids deux mesures de Macron sur les questions climatiques et de justice sociale, et a également retiré un portrait du président Emmanuel Macron de la mairie d'Irissarry au Pays basque français (ANV-COP21 23/08/2022). Structurellement, le *où est Macron ?* est une simple question d'information, mais qui, dans le contexte, devient à nouveau une question non-canonique, prenant une fonction rhétorique. Une question rhétorique présente une affirmation à l'aide d'une pseudo-question, éliminant toute possibilité de choix (Ducard 2003). Alors, le but de la question n'est pas d'obtenir une réponse, mais d'attirer l'attention sur l'absence ou l'inaction politique supposée dans le domaine de la politique climatique et sociale. L'expression fonctionne comme une critique indirecte qui pose la question de la présence, de la responsabilité et de la participation du président avec un ton ironique et provocateur. La forme interrogative remplit ici également une fonction interpellative. C'est comme s'ils s'adressaient à la société et l'appelaient à prendre conscience de la contradiction entre la rhétorique officielle et les actions concrètes. Le slogan évoque une absence qui pourrait signifier un vide de responsabilité. Le président devrait être visible et responsable, mais il disparaît discursivement. Comme c'est souvent le cas avec la violence symbolique, ce n'est pas la face négative de l'adversaire qui est attaquée, mais sa représentation, l'excluant du champ de la signification. Bien que le slogan ne contienne pas de menaces directes ou d'hostilité, son impact peut être puissant et interprété comme accusatoire ou exigeant.

2.2. Le syntagme nominal comme mise en avant de causes

Les syntagmes nominaux se caractérisent par l'absence de marqueurs temporels et modaux, ce qui confère à l'expression un caractère plus abstrait, car des noms sont utilisés à la place de phrases (Mortureux 1997 : 36). Le mouvement ANV-COP21 utilise les syntagmes nominaux dans ses slogans principalement pour mettre en avant les causes. Les syntagmes condensent, dans leur forme, d'une part ce que représentent les manifestants, et d'autre part ce dont ils accusent l'objet de la manifestation.

Les syntagmes nominaux qui expriment ce que les manifestants représentent dans les slogans sont, par exemple, *climat* et *justice sociale*. Comme les activités de l'ANV-COP21 visant principalement à manifester sur les questions de climat et de justice sociale, l'utilisation de ces termes dans le slogan est tout à fait logique et traduit la rhétorique de leurs actions. Cependant, les groupes nominaux qui accusent l'objet du slogan sont *sabotage climatique* et *climate emergency*². Le premier apparaît dans le slogan *Sabotage climatique Macron coupable* et le second *Climate emergency Macron guilty*³ (ANV-COP21 19/01/2022 ; 01/11/2021). Puisque ces syntagmes nominaux désignent Macron comme le coupable ou l'accusé dans les slogans, on peut dire que l'objet direct de ces slogans est Emmanuel Macron, qui est devenu, aux yeux des manifestants de l'ANV-COP21, la cause du sabotage climatique et de l'urgence climatique. *Sabotage climatique* identifie le problème, *Macron coupable* désigne le responsable. Alors, le syntagme nominal ici rend visible le motif de la manifestation, suivi de l'accusation.

Dans un autre exemple, d'après ANV-COP21 (02/04/2022), le 2 avril 2022, des militants pour le climat ont perturbé le rassemblement de campagne d'Emmanuel Macron à La Défense Arena afin d'attirer l'attention sur l'impact des décisions prises lors de sa précédente présidence sur les politiques climatiques et sociales, jugées inadéquates. Des sonnettes d'alarme ont retenti pendant l'événement et les militants ont scandé le slogan *Climat : Macron candidat dangereux*. Le slogan se compose de deux parties, séparées par deux points. Grâce à ces deux points, l'accent est mis sur le climat en tant que valeur générale, suivi d'une accusation spécifique contre l'objet. La

² 'Urgence climatique'

³ 'Urgence climatique Macron coupable'

première partie du slogan est le nom singulier *climat*, qui décrit le problème autour duquel se concentre le reste du message ; la seconde partie est le groupe nominal *Macron candidat dangereux*, qui reconstruit l'image du sujet politique. Macron n'est pas simplement présenté comme un candidat à la présidentielle, mais comme un candidat dangereux, précisément du point de vue de la politique climatique. À première vue, *climat* et *Macron candidat dangereux* semblent être deux entités distinctes, mais en réalité, ils se renforcent mutuellement : la dangerosité de Macron prend tout son sens dans le contexte de la crise climatique, et le problème climatique gagne en urgence grâce à Macron. L'utilisation de l'adjectif *dangereux* présente Macron non pas comme un simple choix, mais comme une menace. Bien que l'expression ne contienne pas directement de violence, elle contient une évaluation accusatrice. Cependant, l'éthique de l'action non violente stipule que la critique doit viser les politiques ou actions injustes, et non les individus. À mon avis, ce slogan joue plutôt sur la ligne violent-non-violent : la référence au climat, comme l'inaction de Macron en matière de politique climatique, est présente, mais le qualifier de dangereux et coupable relève d'une certaine violence face à sa face négative. Les activistes culpabilisent par slogans, transformant la responsabilité politique en responsabilité pénale, comme s'ils avaient le droit de porter plainte, normalement réservé au pouvoir judiciaire. Étant donné que le slogan lui-même ne fournit pas vraiment de contexte expliquant pourquoi Macron est dangereux, il peut également être interprété comme une attaque contre la personne de Macron, et non contre sa politique climatique.

2.3. Le syntagme verbal comme appel à l'action collective

L'un des procédés linguistiques les plus courants dans les slogans analysés est l'emploi de l'impératif. L'utilisation de l'impératif oriente et appelle les gens à agir vers un objectif commun pour modifier le monde et constitue l'une des tactiques de persuasion (Degrande 2023 ; Petitjean 1995 : 19). Des verbes tels que *sortir*, *démasquer*, *décrocher*, *faire* sont présentés à la première inflexion du pluriel – *sortons Macron*, *démasquons Macron*, *décrochons Macron*, *faisons le vrai bilan du gouvernement* –, ce qui crée chez le spectateur le sentiment d'être appelé à agir collectivement.

Le slogan *Climat, justice sociale sortons Macron* appelait à retirer les portraits du président Emmanuel Macron des mairies, affirmant que l'espace vide dans les mairies

symbolise la vacuité des politiques gouvernementales dans les domaines climatique et social. Le slogan contient le verbe *sortir*, qui est à la première personne du pluriel de l'impératif. Comme il sied à un impératif, il appelle à l'action collective. L'objectif est d'appeler à destituer symboliquement le président Emmanuel Macron en retirant ses portraits officiels, afin de signaler que le président lui-même devrait soit démissionner, soit prendre les questions climatiques plus au sérieux. Le contraste est souligné entre nous, le peuple, et lui, le dirigeant politique.

D'après ANV-COP21 (06/03/2020), ils ont appelé à participer à la manifestation « Démasquons Macron » devant l'Élysée le 13 mars 2020. Plusieurs représentants de la société civile ont ainsi présenté un « véritable rapport » sur l'action écologique et sociale du président. Les électeurs ont également été invités à voter pour des candidats à l'élection qui accordent la priorité aux questions climatiques et de justice sociale. L'impératif *Démasquons Macron* utilisé dans le slogan *Politique du blabla, quels dégâts ? Le 13 mars, à l'Élysée, démasquons Macron*, contient à nouveau un appel collectif à « arracher le masque de Macron » et à le montrer tel qu'il est réellement, à l'opposé de son image publique de président qui ne donne pas la priorité aux questions climatiques et de justice sociale. De plus, l'impératif « démasquons » est temporellement et spatialement lié à une action spécifique : le 13 mars devant l'Élysée. Ici, l'impératif crée une opposition entre la rhétorique du gouvernement, *politique du blabla*, et les conséquences réelles, *quels dégâts*. L'ordre ne s'adresse pas à un individu, mais à un collectif, auquel on attribue la capacité de révéler la vérité. La rhétorique est ici à la fois critique et ironique, mais reste dans un cadre non violent, l'accent étant mis sur la dénonciation des « péchés » d'Emmanuel Macron plutôt que sur sa personne physique.

L'action précédente est liée à l'action de protestation organisée par ANV-COP21 juste avant les élections locales françaises de 2020, où un « véritable bilan » a été présenté sur l'inaction du président. D'après ANV-COP21 (13/03/2020), Le non-respect des promesses liées aux problèmes climatiques, l'aggravation des inégalités sociales, l'échec des réformes fiscales et le soutien aux énergies fossiles ont été soulignés. L'action a également utilisé des portraits de Macron, auparavant retirés des mairies. Le slogan *Avant de voter, faisons le vrai bilan du gouvernement* appelle à un bilan critique et honnête des politiques menées jusqu'à présent avant les élections, et non pas uniquement basé sur des promesses politiques. On peut dire que c'est l'appel le

plus rationnel : si l'objet du slogan est généralement Emmanuel Macron seul, dans ce cas précis, la responsabilité incombe plus largement à l'ensemble du gouvernement, même si, conceptuellement, Macron reste au premier plan. Surtout, le slogan met l'accent sur la sensibilisation et l'esprit critique et est moins conflictuel que d'autres slogans.

Dans le slogan *Climat : stop répression place à l'action #DécrochonsMacron* (ANV-COP21 23/06/2021), *stop répression* est un impératif clair et urgent, exigeant que le gouvernement cesse ses actions contre les militants pacifiques. Ce slogan contient également un contre-argument : au lieu de restreindre les activités des militants, il faut s'attaquer au problème climatique. La répression fait ici référence à plusieurs situations où la police a réagi avec force aux actions de protestation du mouvement ANV-COP21, plusieurs actions ayant été interrompues et plusieurs manifestants arrêtés. L'appel *#Décrochons Macron* fait référence à un appel collectif, à savoir le retrait des portraits d'Emmanuel Macron des mairies, une des actions courantes du mouvement.

Comme mentionné précédemment, les slogans à l'impératif sont autoritaires et mobilisateurs. Ils exercent une pression sur leur destinataire : « Il faut l'éliminer », « Il faut le dénoncer », « Il faut retirer son portrait du mur ». Cette approche linguistique normalise la résistance comme une obligation sociale. La violence symbolique opère ici par la construction d'une identité collective, ceux qui ne participent pas sont soit silencieux, soit indifférents, soit impliqués dans le problème. Ainsi, l'attaque symbolique ne vise pas tant Macron, mais plutôt le public, qui est à son tour appelé à attaquer symboliquement Macron.

L'utilisation de questions rhétoriques sert de stratégie de communication à plusieurs niveaux. Les questions utilisées n'appellent pas de réponse, mais suscitent plutôt des doutes, mettent en évidence des contradictions politiques et attirent l'attention sur une prétendue inaction. Ces questions ont un effet provocateur et invitent le spectateur à réfléchir et à prendre position. En même temps, ils permettent à l'organisation de transmettre des critiques de manière plus indirecte, mais en conservant la force d'un argument solide. Les syntagmes nominaux jouent un rôle important dans les

mouvements sociaux, car ils permettent de transmettre des messages de manière concise et efficace. Ils créent un cadre pour le reste du message et mettent en avant les objectifs défendus par le mouvement ANV-COP21, en l'occurrence les enjeux de climat et de justice sociale, moteurs du mouvement, véhiculant ainsi son image. En termes de syntagmes verbaux, l'usage le plus courant du langage du mouvement est l'impératif présent, qui sert principalement à mobiliser les gens – ils sont appelés à interroger les personnalités politiques et à prendre des mesures directes en vue de la destitution de Macron afin d'atteindre les objectifs du mouvement.

Par ses slogans, le mouvement ANV-COP21 véhicule efficacement sa vision climatique. Cependant, les raisons pour lesquelles Emmanuel Macron est le seul interlocuteur restent vagues et répétitives. Ils soulignent l'insuffisance de l'action climatique et le présentent comme le coupable, mais n'accordent que peu d'importance aux dysfonctionnements de la politique climatique et aux axes d'amélioration. Les slogans ne reflètent pas directement le concept non-violent du mouvement, même si certains se situent à la frontière entre violence et non-violence. Cependant, les slogans de l'ANV-COP21 ne constituent pas seulement une forme de résistance, mais une pratique discursive consciente et stratégique qui recourt à des mécanismes de violence symbolique. Ces slogans reconceptualisent les catégories politiques, définissent la culpabilité et la responsabilité sans autorité formelle, et créent un nouveau cadre de légitimité dans lequel Emmanuel Macron n'est plus autoritaire.

3. Les échos et les réponses aux actions de l'ANV-COP21

Dans un contexte de crise climatique et d'inaction gouvernementale, l'ANV-COP21 s'est distinguée par des actes de désobéissance civile visant à mobiliser l'opinion publique et à influencer les décisions des gouvernants. Après avoir abordé le positionnement du mouvement et la manière dont il structure rhétoriquement son message, je m'intéresse maintenant à la manière dont ses actions sont reçues et encadrées dans le discours social plus large. Les actions de l'ANV-COP21, telles que la campagne Décrochons Macron, suscitent des réactions qui, à leur tour, affectent l'image du mouvement, sa légitimité et l'interprétation de ses objectifs.

Ce chapitre se compose de trois parties. Premièrement, j'examine la portée symbolique et juridique de la campagne Décrochons Macron, qui a donné lieu à des poursuites judiciaires. Deuxièmement, j'analyse l'évolution de la cible rhétorique du mouvement : si auparavant la figure centrale était Emmanuel Macron, présenté comme l'incarnation de l'inaction et de l'échec de la politique climatique, l'attention se porte désormais sur les menaces de l'extrême droite dans la sphère politique, ce qui met en évidence la nécessité de nouvelles cibles au-delà Emmanuel Macron. Troisièmement, j'analyse comment le mouvement renverse le discours accusateur précédent, se plaçant désormais dans le rôle de la victime, affirmant que ce sont eux qui sont victimes de la répression de l'État, et comment ce changement peut avoir des effets paradoxaux, voire démagogiques.

3.1. La campagne Décrochons Macron : culpabilité symbolique et culpabilité juridique

La campagne Décrochons Macron a été lancée en février 2019, prétextant qu'Emmanuel Macron mène depuis 2017 une politique contraire aux engagements climatiques de la France et socialement injuste. Comme l'un des éléments symbolique

centraux de cette campagne s'est avéré la réquisition des portraits officiels du président dans les mairies de toute la France afin de confronter son inaction à la réalité écologique et sociale. Au total, 151 portraits ont été enlevés jusqu'à présent. (*Décrochons Macron*) Ces portraits sont utilisés par le mouvement ANV-COP21 lors de chaque manifestation liée à la politique climatique d'Emmanuel Macron, en complément des slogans analysés dans le chapitre précédent. Dans le contexte de l'ANV-COP21, où les slogans soulignent la culpabilité personnelle du président pour l'inadéquation de la politique climatique, le retrait du portrait a pris un sens nouveau. Il ne s'agit pas d'une simple résistance à l'ordre établi, mais de son démantèlement symbolique, témoignant d'une volonté de remplacer, d'éliminer ou d'annuler l'autorité existante. Emmanuel Terray (1996 : 16) souligne que la violence symbolique ne se manifeste pas seulement par le langage, mais aussi par des gestes symboliques qui créent et reproduisent le sens des relations de pouvoir ; selon lui, la violence symbolique est toujours liée à une position dans la hiérarchie des significations et des normes, c'est-à-dire à celui qui a le droit de définir ce qui est vrai, juste ou légitime. Si ANV-COP21 se positionne comme représentant de la vérité morale, alors le retrait du portrait devient non seulement une protestation, mais aussi une violence symbolique qui annule la légitimité du président. Bien qu'il s'agisse d'une action non-violente au sens formel, selon l'approche de Terray, on peut dire qu'elle fonctionne comme une violence symbolique similaire : elle délègue au dirigeant en place afin que l'organisation puisse véhiculer sa vérité morale. Les actions des militants ne restent plus neutres, mais entrent elles-mêmes dans le langage de la violence symbolique, le langage certes non brutal, mais intentionnellement significatif pour atteindre leurs objectifs.

Lorsque les militants de l'ANV-COP21 retirent le portrait de Macron, ils s'attaquent à première vue à sa face positive, son autorité institutionnelle et sa position de chef d'État. Le portrait est un symbole représentatif qui incarne l'image officielle de la présidence et son retrait constitue une intervention significative dans l'espace discursif. Macron est positionné comme un symbole d'inertie politique, comme si, à travers lui, l'ensemble du système de politique climatique pouvait être visualisé et ainsi symboliquement contrasté. Cependant, cette action ne se limite pas à la face positive. À la lumière de la théorie de deux faces, on peut supposer que l'intervention symbolique par le biais d'une image aussi fortement incarnée se transforme facilement

en une attaque contre la face négative de l'individu. La campagne Décrochons Macron, un acte mis en scène dans l'espace public, crée une situation où, parallèlement à l'image institutionnelle, émerge une attaque discursive contre le corps autoritaire. Le retrait du portrait peut être interprété non seulement comme la suppression de l'image du chef de l'État, mais aussi comme la neutralisation de la présence corporelle thématique, l'un des fondements du cadre anti-Macron de l'organisation étant l'idée que Macron devrait démissionner. Une action symbolique non-violente peut se transformer en violence symbolique, dont la réception brouille les frontières entre violence et non-violence.

Pour comprendre comment peut se développer réellement la réception sociale de telles actions, j'ai tenté d'analyser la couverture médiatique et les échos qui leur ont été faits dans l'espace numérique. En saisissant les mots-clés « ANV-COP21 +Macron +portraits +condamnation », 1830 résultats se sont affichés dans une enquête par le moteur de recherche Google, faisant d'une manière ou d'une autre référence aux verdicts et aux articles qui les concernent. Si on exclut de ce nombre des résultats les évocations du sujet au moyen d'un lien figurant de manière connexe auprès des discussions d'autres sujets plus ou moins reliés, il en est resté toujours plus de 600 (689) occurrences où ces mots clés apparaissaient évoqués dans le corps du texte. Des médias français tels que *Le Figaro*, *Le Monde*, *Le Parisien* et *BFMTV* figurent en tête des résultats. Les articles font référence à des cas réels de militants condamnés ou verbalisés pour avoir retiré des portraits. Sur le plan discursif, cela présente l'action des portraits non pas comme une simple protestation performative, mais comme une activité juridiquement répréhensible. En revanche, lorsqu'on supprime le mot « condamnation » de la même recherche, aucun résultat n'est proposé comme correspondant à une telle requête précise, ce qui souligne l'omniprésence de la rhétorique judiciaire dans le traitement médiatique de ces actions. Le discours médiatique autour de la campagne Décrochons Macron d'ANV-COP21 est alors presque entièrement cadré à travers le prisme de la sanction et des poursuites judiciaires, raison pour laquelle ce mémoire les aborde.

A la base d'un tel constat, on peut se demander si le retrait des portraits officiels du président Emmanuel Macron des mairies pendant la campagne a contribué à faire entendre les objectifs du mouvement dans la société, ou c'est plutôt l'inverse qui s'est produit : pas beaucoup de couverture pour expliquer leur acte symbolique, en revanche

de nombreux articles traitant de l'aspect illégal de cette action. Selon les statistiques publiées sur le site dédié à la campagne, 128 personnes ont été arrêtées à la suite des actions, 89 personnes ont été convoquées devant un tribunal et 62 procès ont eu lieu (*Décrochons Macron*). Les articles dans les médias se sont principalement concentrés en effet sur les arrestations et les procès de militants qui ont accompagné cette action :

Les membres de l'organisation qui ont retiré les portraits de Macron ont été accusés de « vol en réunion », en d'autres termes, un vol commis en groupe, mais l'organisation elle-même affirme que l'accusation restreint leur liberté d'expression, « l'action collective est essentielle, le message politique est totalement associé au symbole et l'irréversibilité [la non-restitution des portraits] fait partie du message » (La condamnation des « décrocheurs », *Le Monde*, 18.05.2022).

La situation est donc plutôt intéressante : aux yeux de la loi, il s'agit d'un vol, mais aux yeux des militants, il s'agit d'un discours symbolique, une expression politique, pour laquelle le symbole de l'État a été utilisé comme moyen de critique. Les membres de l'organisation soulignent que leur liberté d'expression est restreinte, car la sanction ne considère pas l'acte comme une expression politique. Cependant, le verdict montre que le système juridique français peut ne pas accepter la liberté d'expression lorsqu'elle s'exprime par le retrait d'un symbole matériel. Le terme de vol en réunion désigne un vol collectif, pénalement plus grave qu'un vol individuel (Code pénal article 311-4 : 2021). Il peut donc avoir une connotation violente en raison de la menace potentielle qu'il représente pour la société. Par conséquent, si pour les militants eux-mêmes, il s'agit d'une forme d'expression non-violente, un léger doute subsiste quant à sa nature non-violente. Dans ce débat, les conceptions de la violence – et plus précisément de la violence potentielle, la menace – divergent fondamentalement : tandis que la législation considère toute menace potentielle envers le bien-être collectif comme une forme de violence, en cherchant à préserver la « face négative » de la société, c'est-à-dire le droit de ne pas être attaqué, le mouvement ANV-COP21 met en avant la « face positive » de la société, en insistant sur la nécessité de pouvoir s'exprimer librement, même de manière provocatrice, pour garantir un véritable bien-être démocratique.

Les actions de l'organisation ont également été acquittées par le tribunal :

Le tribunal correctionnel d'Amiens a estimé qu'interpréter la suppression du portrait comme un vol serait disproportionné au regard du droit à la liberté d'expression. Le parquet d'Amiens a annoncé immédiatement après l'acquiescement son intention de faire appel. Il a également

rappelé que lors des procès précédents, les militants ont été punis d'amendes. (Amiens : un « décrocheur », Le Figaro 20.04.2021

Le tribunal d'Amiens a adopté une position claire : l'acte du militant a été perçu comme une expression politique symbolique plutôt que comme un vol ou un acte de vandalisme, soulignant ainsi le rôle du pouvoir judiciaire dans la définition des limites de l'espace public démocratique. Parallèlement, l'appel du procureur confirme que l'État n'est pas prêt à abandonner les moyens répressifs, même en cas d'actions non-violentes remettant en cause l'autorité ou le pouvoir. De plus, la jurisprudence divergente des affaires précédentes met en évidence l'incohérence de l'attitude du pouvoir judiciaire face aux actions symboliques de l'ANV-COP21, certains militants étant parfois reconnus coupables d'actes de même nature, tandis que d'autres sont acquittés.

L'approche non-violente de l'ANV-COP21 a également été remarquée par les juges :

Les juges ont affirmé : « Il s'agit d'une question d'intérêt général, le débat est sérieux puisque les cadres ont été décrochés dans le but de les présenter au G7, le comportement délictueux n'a pas été précédé de violences ou de dégradations et la sanction pénale était disproportionnée face aux actes » (Hourquebie, Le Monde, 03.03.2022).

Cette position des juges souligne un principe démocratique important : toute violation de la loi n'est pas punissable de la même manière, surtout si elle est commise au nom d'un objectif supérieur, en l'occurrence l'intérêt général. La décision établit une distinction claire entre un acte violent et un acte politique symbolique. Le décrochage du portrait ne visait pas à endommager des biens ou à mettre en danger la sécurité de quiconque, mais constituait une performance significative attirant l'attention sur les lacunes de la politique climatique. Le tribunal a jugé le contenu de la manifestation légitime, et non simplement illégal dans sa forme. Cependant, cela crée un précédent important : la prise en compte de l'objectif et du contexte de la manifestation peut justifier, dans une certaine mesure, des violations de la loi. Cela souligne également la proportionnalité de la politique pénale, l'idée que toutes les violations ne doivent pas nécessairement donner lieu à une sanction répressive, surtout si elles participent à un débat social. Ainsi, l'activité d'ANV-COP21 a également été juridiquement considérée comme une manifestation symbolique, qui fait légitimement partie du débat public.

Les tribunaux ont donc adopté des positions divergentes à l'égard des actions des militants de l'ANV-COP21, mais les militants eux-mêmes sont très conscients de l'illégalité de leurs actions :

La porte-parole d'ANV-COP21 Marion Esnault a commenté le litige : « Nous entrons consciemment dans l'illégalité, mais en considérant que nos actions sont légitimes » (Bariéty de Lagarde, Le Figaro, 13.02.2020).

Ainsi, l'ANV-COP21 se positionne consciemment à la frontière entre légal et illégal. Elle ne dissimule pas l'illégalité de ses actions, mais met plutôt l'accent sur leur légitimité morale et leur non-violence. L'illégalité peut facilement être perçue comme violente ou désordonnée aux yeux du public, même si l'action elle-même est pacifique. Or, c'est précisément cette contradiction, consistant à commettre un acte illégal sans violence, qui permet à l'organisation de susciter des tensions. L'illégalité consciente renforce la visibilité de son message, mais elle comporte toujours le risque que l'action soit interprétée comme violente ou potentiellement dangereuse. L'image de l'organisation peut être perçue comme problématique par le public, car si son nom est constamment associé à des procédures judiciaires, il devient un lieu symbolique de conflit entre la société civile et l'État.

3.2. Vers un changement de cible ?

On peut dire que la campagne active de l'organisation ANV-COP21 contre Emmanuel Macron a duré de 2019 à 2022. Bien que l'action n'ait pas officiellement pris fin, Macron n'a plus été utilisé comme homme de paille lors de ses manifestations ces dernières années. Globalement, l'activité du mouvement semble avoir légèrement diminué, mais en 2025, il continuera à travailler sur les questions climatiques, accusant les grandes entreprises hostiles au climat. En réalité, les activités sur le front politique n'ont pas non plus cessé, mais un nouvel « ennemi » a été trouvé : l'extrême droite.

La dernière mention d'Emmanuel Macron par l'organisation dans son article remonte au 1^{er} juillet 2024, alors qu'en fait l'extrême droite était déjà devenue l'un des nouveaux fronts de l'organisation, mais ils associent toujours le sujet à Macron :

D'après l'organisation, Emmanuel Macron, dont la décision irresponsable de dissoudre le Parlement après les élections européennes du juin 2024, est perçue comme une opportunité

ouvrant la voie à l'extrême droite. ANV-COP21 s'oppose à l'extrême droite, estimant que l'extrémisme de droite représente une menace pour la justice sociale, l'avenir écologique et la démocratie. L'organisation estime que l'idéologie d'extrême droite repose sur des principes racistes, discriminatoires et autoritaires, en contradiction avec les valeurs fondamentales d'ANV-COP21, à savoir la solidarité, la justice écologique et l'engagement citoyen. Elle souligne que la montée de l'extrême droite aggrave non seulement la situation des minorités, mais menace aussi la lutte contre le changement climatique, les partis d'extrême droite étant souvent indifférents ou passifs face au changement climatique. L'organisation remarque également que la « politique injuste et brutale » de Macron est en partie responsable de la montée du Rassemblement National, car il a alimenté le désespoir et la colère de la société. (Contre l'extrême droite, ANV-COP21, 01.07.2024)

Selon l'ANV-COP21, l'extrême droite représente une menace car elle s'oppose à une transition écologique fondée sur la justice sociale, niant la solidarité nécessaire pour faire face à la crise climatique. Le déplacement de l'attention générale de l'ANV-COP21, d'Emmanuel Macron vers l'extrême droite, ne constitue pas seulement un changement d'ennemi, mais reflète aussi un repositionnement stratégique et idéologique. Alors qu'auparavant les manifestations visaient une personne spécifique, le président, accusé d'échec en matière de politique climatique, l'organisation présente désormais sa lutte de résistance contre une menace plus systémique. De ce fait, leur radicalité se diffuse. Alors qu'auparavant, la cible, Emmanuel Macron, était clairement identifiable, elle l'est désormais davantage. Le mouvement ne souhaite plus simplement dénoncer les erreurs individuelles du dirigeant, mais se positionne plus largement comme défenseur de la démocratie libérale. Paradoxalement, une telle expansion devient aussi l'occasion de créer un nouvel « homme de paille », si auparavant toute la responsabilité était imputée à Macron, le même schéma pourrait se reproduire, mais avec un nouvel adversaire. Il est nécessaire de désigner un coupable clair sur lequel toute injustice systémique puisse être imputée. Mais en réalité, le ressentiment contre Emmanuel Macron ne s'est pas encore dissipé. Le rôle de Macron est perçu comme double : d'un côté, il est perçu comme quelqu'un dont les décisions ont permis la montée de l'extrémisme de droite, et de l'autre, il s'oppose aux extrémistes de droite, tout en étant lui-même la cible de critiques.

Emmanuel Macron a donc continué à faire partie du discours de l'organisation, au moins en 2024, mais seulement indirectement. Cependant, malgré les nouvelles cibles directes, on peut se demander pourquoi ils ont abandonné la cible d'Emmanuel Macron, alors qu'il est toujours président et que le problème de la politique climatique

n'a pas disparu. L'une des raisons du déclin des manifestations contre la politique climatique d'Emmanuel Macron pourrait être l'abondance des litiges, qui les ont contraints à se retirer, ou dont certains sont encore en cours, ce qui les empêche de poursuivre leurs actions contre Macron. Ainsi, l'attaque contre leur propre face négative est restée en plus de leur lutte pour leur face positive, leur objectif déclaré. On peut supposer qu'une autre raison pourrait être que, derrière les événements qui ont secoué le monde ces dernières années, comme le COVID-19 et les conflits militaires, la lutte non-violente n'apparaît tout simplement plus.

3.3. « L'homme de paille » inversé

L'évolution sociale et rhétorique du mouvement ANV-COP21 a entraîné un changement significatif, que l'on peut résumer comme une sorte d'inversement de « l'homme de paille ». Si le mouvement avait initialement désigné Emmanuel Macron comme sa cible principale, ces dernières années, notamment après les procès et le renforcement de l'intervention de l'État, le rôle de la rhétorique de l'organisation a évolué.

La dernière déclaration sur la campagne sera dans les articles publiés sur le site de l'organisation remonte au 17 février 2023, évoquant la situation quatre ans après le début de la campagne Décrochons Macron :

Au moment de la publication, 11 procès étaient en cours en 2023, puis 12 autres par la suite. Les militants ont également le sentiment d'être soumis à la répression de l'État, qui utilise de manière agressive les ressources publiques pour persécuter les militants alors qu'aucun progrès n'est réalisé en matière de politique climatique. (Décrochons Macron : 4 ans après, ANV-COP21, 17.02.2023)

Les militants ne se présentent plus comme de simples accusateurs, mais commencent plutôt à façonner un récit où ils sont eux-mêmes victimes d'une répression étatique disproportionnée. Autrement dit, alors que Macron était auparavant « l'homme de paille » brûlé vif en signe de protestation, le mouvement se présente désormais comme un homme de paille à brûler, injustement soumise à la répression étatique.

Cette inversion recèle une certaine ironie stratégique : il faut bien trouver quelqu'un responsable et si l'ancien « homme de paille » commence à s'opposer légalement à

l'organisation, alors le discours doit changer. Macron, opposant symbolique, devient un pouvoir punitif qui n'a même plus besoin de justifier son inaction, mais dont l'autoritarisme parle de lui-même. Le mouvement, quant à lui, se présente comme une initiative citoyenne vulnérable, mais pacifique, à laquelle s'oppose une violence injuste et accablante. Lorsque les militants de l'ANV-COP21 se sentent victimes de la répression de l'État et de la justice et les critiquent pour leur capacité à déterminer la « vérité » et la « justice », ils en font autant. Ils commencent à créer du sens, à définir qui est bon et qui est mauvais, ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Autrement dit, ils se mettent à agir comme des détenteurs du pouvoir qui façonnent le monde social du sens, comme des institutions contre lesquelles ils protestent.

Si le retrait et l'inversion des portraits de Macron constituaient initialement une attaque symbolique contre le pouvoir, c'est désormais l'inverse qui se produit : les militants se construisent comme des marionnettes « poignardées ». Ce sacrifice de soi ne se limite pas à souligner la vulnérabilité, mais constitue une stratégie pour transformer le conflit politique en un récit éthique où le mouvement se place sur un terrain moral. Il s'agit d'une sorte de renversement discursif du pouvoir : là où les militants accusaient auparavant l'État d'inaction, ils l'accusent désormais de sanctions excessives et de violation de leurs propres droits. Là où des slogans provocateurs étaient autrefois utilisés pour « faire tomber Macron », l'accent est maintenant mis sur des messages présentant les militants comme des innocents punis, des citoyens dont la seule « culpabilité » est le désir d'un avenir meilleur.

Comme la criminalisation des activités est une réponse des autorités aux actes de désobéissance civile d'ANV-COP21, Pauline Boyer, militante ANV-COP21, attire l'attention sur ce point :

« Depuis quelques années, la criminalisation des militants s'est accrue, il y a une tentative de réduire les mouvements militants au silence. » (Lacroux, La Libération, 19.05.2022)

Cette déclaration met en évidence la tension entre la légitimité morale recherchée par les militants et la tentative de l'État de maintenir son autorité, à la fois juridiquement et symboliquement. Les militants sont de plus en plus traités non pas comme des acteurs politiques, mais comme des coupables. Cela représente une redéfinition de leurs actions de protestation : la résistance symbolique est présentée comme un acte criminel. Alors, les militants sont eux-mêmes perçus comme « les hommes de paille » :

ils ne déforment plus les opinions de son adversaire, mais sont eux-mêmes présentés comme les coupables plutôt que comme les militants légitimes. À l'avis de Boyer, criminaliser les activités du mouvement est une tentative de faire taire la résistance dans la société, ce qui montre que les militants se sentent dans la position de victime, là où Emmanuel Macron se trouvait auparavant.

Ainsi, l'ANV-COP21 se présente non pas comme un critique du système, mais comme une victime de celui-ci. Cependant, ce changement n'absout pas le mouvement de toute responsabilité. La question demeure : dans quelle mesure cette souffrance est-elle sincère et dans quelle mesure repose-t-elle sur une autoprésention stratégique ? Ce récit inversé de « l'homme de paille » est parfaitement illustré par une citation figurative et accusatrice d'une militante :

« Emmanuel Macron nous fait l'effet d'un mauvais élève qui n'a pas fait ses devoirs et qui, pour ne pas l'assumer, préfère mettre le feu à toute l'école. Avec ses camarades dedans »
(Dérochons Macron : 4 ans après, ANV-COP21, 17.02.2023)

Dans cette comparaison, Macron est présenté comme un élève irresponsable qui punit tous ses camarades au lieu d'admettre son erreur. La figure de l'école est ici la société dont les membres, y compris les militants, doivent partager les conséquences de Macron. Symboliquement, cette figure combine à la fois la mise en scène du sacrifice de soi et la question de la morale politique : qui « met le feu » réellement et dans l'intérêt de qui ? « L'homme de paille » n'est plus seulement une figure visant Macron, mais le système tout entier, qui peut être déformé selon qui se présente comme le coupable ou la victime.

Conclusion

Ce mémoire examine le mouvement ANV-COP21 (Action Non-Violente COP21) et ses stratégies, en se concentrant sur ses actions, slogans et sa réception sociale. La première partie aborde les objectifs et les principes de l'ANV-COP21. Ce mouvement s'appuie sur la désobéissance civile non-violente et la démocratie directe collective, mettant l'accent sur la responsabilité du gouvernement dans la crise climatique. La stratégie du mouvement contre la politique climatique d'Emmanuel Macron consiste à présenter l'opposant politique, incarné par Emmanuel Macron, comme un « homme de paille », à qui l'on attribue toute la responsabilité de l'inaction du gouvernement. Un tel procédé rhétorique permet de simplifier des problèmes systémiques complexes, mais entraîne des conséquences paradoxales, notamment la vulnérabilité du mouvement face au système juridique.

La deuxième partie examine comment le mouvement utilise différents types de phrases et de questions rhétoriques pour véhiculer ses messages et montre comment le mouvement construit son positionnement à propos d'Emmanuel Macron comme responsable de l'inaction sur les questions climatiques. Les questions rhétoriques avancées sur les slogans n'attendent pas de réponse, mais suscitent surtout des soupçons sur les capacités politiques d'Emmanuel Macron, invitant l'opinion publique à prendre position à son égard. Par exemple, la question rhétorique utilisée dans le slogan *Où est Macron ?* indique directement que la contribution de Macron à la lutte pour le climat est insuffisante, il est perdu pour le climat. Grâce à ces questions rhétoriques, le mouvement peut exprimer ses critiques de manière indirecte, tout en maintenant son argumentation. L'utilisation de groupes nominaux permet à l'organisation de transmettre son message de manière concise et percutante. Ils structurent l'ensemble du message et véhiculent les objectifs pour lesquels ANV-COP21 se bat. Par exemple, le slogan *Sabotage climatique Macron coupable* s'adresse directement à l'accusation et à l'accusateur : Macron est responsable de son inaction et, à cause de lui, le problème climatique reste d'actualité. Dans le cas des groupes verbaux, l'impératif est le plus souvent utilisé, ce qui permet de mobiliser les citoyens autour d'un objectif commun : la destitution de Macron au nom de la lutte contre le

changement climatique. Les slogans à l'impératif créent une opposition entre nous et lui. Le slogan *Climat, justice sociale, sortons Macron* appelait directement le public à retirer les portraits d'Emmanuel Macron des mairies françaises, autrement dit à destituer symboliquement le président. Les slogans véhiculent l'image de l'engagement de l'organisation sur les questions climatiques et sociales, mais il n'y a aucune référence directe à leur principe de non-violence. On ne sait pas non plus pourquoi l'organisation a choisi Emmanuel Macron comme seul « homme de paille » et non l'ensemble du gouvernement.

La troisième partie interprète l'image sociale et rhétorique des actions de l'ANV-COP21. Tout d'abord, la campagne Décrochons Macron est analysée, qui a consisté à retirer des portraits du président Emmanuel Macron des mairies, une mise en accusation symbolique de la politique climatique du gouvernement. Cette action contestée met en lumière la tension entre culpabilité symbolique et culpabilité juridique, les actions des militants étant interprétées différemment devant les tribunaux : tantôt comme une protestation innocente, tantôt comme un vol punissable. Ensuite, le changement possible de cible est analysé : alors que le mouvement s'était jusqu'ici concentré sur Macron, face à la montée de l'extrême droite, l'accent se déplace de plus en plus vers la prévention de l'extrême droite. Enfin, le renversement de figure de « homme de paille » est abordé : le mouvement lui-même se présente comme une victime innocente persécutée et réprimée par la justice et l'État, alors qu'auparavant, il jouait lui-même le rôle de « juge » contre Emmanuel Macron.

Ce mémoire démontre que la stratégie rhétorique d'ANV-COP21 est soigneusement élaborée : elle combine procédés linguistiques et désobéissance civile pour créer un message fort et idéologiquement clair. Consciente des limites à ne pas franchir pour vraiment être considéré un mouvement non-violent, l'organisation opère consciemment à la frontière entre légalité et illégalité, ce qui laisse la légitimité de ses actions ouverte à un large éventail d'évaluations et d'interprétations, tant par le système juridique que par le public. Il en résulte un mouvement capable de structurer ses actions de manière ciblée, tout en étant constamment pris entre les feux croisés du système juridique et du discours politique.

Bibliographie

Amiens : un « décrocheur » = Amiens : un « décrocheur » de portrait de Macron relaxé par la justice. (20.04.2021). *Le Figaro*. En ligne <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/amiens-un-decrocheur-de-portrait-de-macron-relaxe-par-la-justice-20210420>, consulté 04.05.2025

ANV-COP21 (en ligne). Site du web officiel du mouvement ANV-COP21. Les pages consultés :

- *Le mouvement ANV-COP21*. <https://anv-cop21.org/le-mouvement/>, consulté le 05.03.2025
- *Nos critères d'action non-violente*. <https://anv-cop21.org/criteres-non-violence/>, consulté le 05.03.2025

Bariéty de Lagarde, A. 2020. Décrochage de portraits de Macron : des procès dans toute la France. (13.02.2020). *Le Figaro*. En ligne <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/dcrochage-de-portraits-de-macron-des-proces-dans-toute-la-france-20190626>, consulté le 05.04.2025

Code pénal 2021. *Section 1 : Du vol simple et des vols aggravés (Articles 311-1 à 311-II)*. Article 311-4. https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000044394144, consulté le 11.05.2025

Contre l'extrême droite = Contre l'extrême droite, Alternatiba et ANV-COP21 portent l'espoir de la mobilisation citoyenne ! (01.07.2024). *ANV-COP21*. <https://anv-cop21.org/alternatiba-et-anvcop21-contre-lextreme-droite/>, consulté le 04.05.2025

Décrochons Macron. Site du web officiel de la campagne Décrochons Macron. <https://decrochons-macron.fr/>, consulté le 02.05.2025

Décrochons Macron : 4 ans après = Décrochons Macron : 4 ans après, l'État s'acharne sur les activistes climat. (17.02.2023). *ANV-COP21*. <https://anv-cop21.org/dcrochons-macron-4-ans-apres-letat-sacharne-sur-les-activistes-climat/>

Degrande, L. 2023. « *Sous le plastique la plage* ». Les pancartes de *Youth for Climate* “*Under the plastic the beach*”. *Youth for Climate* signs. DOI: <https://doi.org/10.58282/colloques.9496>

Doury, M. 2021. Conférence prononcée par Marianne Doury (Université de Paris) lors du Colloque Énonciation et Argumentation le 9 octobre 2021, intitulée « L’homme de paille : (re)formulation du discours adverse, disqualification, évaluation ». <https://www.youtube.com/watch?v=ft2ZrkUuTUA>, consulté le 28.04.2025

Ducard, D. 2003. Une discussion biaisée : La question rhétorique dans le débat parlementaire. In Simone Bonnafous, Pierre Chiron, Dominique Ducard & Carlos Lévy (eds.), *Argumentation et discours politique : Antiquité grecque et latine, Révolution française, monde contemporain*, 191–200. Rennes : Presses universitaires de Rennes. En ligne. <https://books.openedition.org/pur/24846?lang=fr>, consulté le 16.04.2025

Farkas, F. Donka. 2022. Non-intrusive questions as a special type of non-canonical questions. *Journal of Semantics* 39(2). p. 295–337

Fiala, P. 2002. entrée « Sloganisation » dans Charaudeau, P, Maingueneau D (eds.) Dictionnaire d’analyse du discours

France Diplomatie 2023. *La conférence de Paris ou COP21*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/climat-et-environnement/la-lutte-contre-les-changements-climatiques/la-conference-de-paris-ou-cop21/>, consulté le 03.03.2025

Gandhi, M. K. 1960. *My Non-violence*. Ahmedabad: Navajivan Mudranalaya. https://www.mkgandhi.org/mynonviolence/my_nonviolence.php, consulté le 15.01.2025

Giudicelli, J. 2025. Décrocheurs de portraits du chef d’État, désobéissance civile, droit de résistance et judiciarisation de l’action militante. Confluence des droits, la revue. <https://hal.science/hal-04990966/>

Hourquebie, D. 2022. Les décrocheurs de portraits d'Emmanuel Macron condamnés en appel à Agen mais dispensés de peine. (03.02.2022). *Le Monde*. En ligne https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/02/03/les-decrocheurs-de-portraits-d-emmanuel-macron-condamnes-en-appel-a-agen-mais-dispenses-de-peine_6112212_3224.html, consulté le 09.05.2025

La condamnation des « décrocheurs » = La condamnation des « décrocheurs » de portraits d'Emmanuel Macron confirmée en cassation. (18.05.2022). *Le Monde*. En ligne https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/05/18/la-condamnation-des-decrocheurs-de-portraits-d-emmanuel-macron-confirnee-en-cassation_6126678_3224.html, consulté 04.05.2025

Lacroux, M. 2022. Décrocheurs de portraits de Macron : La Cour de cassation n'a pas compris nos actions ». (19.05.2022). *La Libération*. En ligne https://www.liberation.fr/environnement/decrocheurs-de-portraits-de-macron-la-cour-de-cassation-na-pas-compris-nos-actions-20220519_KYUXGOLGQBB5ZMFB7KF5G7QK6M/, consulté 20.05.2025

Maingueneau, D. 2000. Analyser les textes de communication. Paris : Nathan.

Mortureux, M-F. 1997. La lexicologie entre langue et discours. Paris : SEDES

Nonviolence. The Martin Luther King, Jr. *King Papers* Project. Research and Education Institute. <https://kinginstitute.stanford.edu/nonviolence>, consulté le 15.01.2025

Petitjean, L. 1995. L'impératif dans le discours politique. *Mots*, 43(1), p. 19-32. DOI : <https://doi.org/10.3406/mots.1995.1971>

Sémelin, J. 1998. De la force des faibles : analyse des travaux sur la résistance civile et l'action non violente. *Revue française de science politique*, 48^e année, n°6, p. 773-782. https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1998_num_48_6_395323, consulté le 15.01.2025

Sharp, G. 1973. The Politics of Nonviolent Action. Boston: Porter Sargent.

Terray, E. 1996. Réflexions sur la violence symbolique. *Actuel Marx*, n°20, p. 11–26, mis en ligne le 01 avril 2019.

DOI : <https://doi.org/10.3917/amx.020.0011>

Vignes, L. 2019. « « Non au GA(z de)CHIS(te) ! » : étude diachronique des slogans de manifestations anti-gaz de schiste », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 119 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022.

DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.24442>

Les sources pour le corpus de slogans

« Avant de voter, faisons le vrai bilan du gouvernement » – ANV-COP21. 13 mars 2020. *Municipales : la société civile met Macron face à son vrai bilan.* <https://anv-cop21.org/municipales-societe-civile-met-macron-face-a-vrai-bilan/>, consulté le 18.04.2025

« Climat, justice sociale : où est Macron ? » – ANV-COP21. 23 août 2020. *À la veille du G7, un nouveau portrait d’Emmanuel Macron décroché en plein Pays basque.* <https://anv-cop21.org/veille-g7-nouveau-portrait-demmanuel-macron-decroche-plein-pays-basque/>, consulté le 03.04.2025

« Climat, justice sociale sortons Macron » – ANV-COP21. 21 février 2019. *Climat, justice sociale, où est Macron ? 4 portraits du président Macron emportés par des activistes climat.* <https://anv-cop21.org/climat-justice-sociale-macron-4-portraits-president-macron-emportes-activistes-climat/>, consulté le 18.04.2025

« Climat : Macron candidat dangereux » – ANV-COP21. 2 avril 2022. *Le meeting de campagne d’Emmanuel Macron perturbé par des activistes climat.* <https://anv-cop21.org/le-meeting-de-campagne-demmanuel-macron-perturbe-par-des-activistes-climat/>, consulté le 19.03.2025

« Climat : stop répression place à l’action #Décrochons Macron » – ANV-COP21. 23 juin 2021. *Décrocheurs de portrait en cassation : la légitimité de leur action en débat.* <https://anv-cop21.org/dcrocheurs-cassation/>, consulté le 17.04.2025

« Climate emergency Macron guilty » – ANV-COP21. 1 novembre 2021. *COP26 : le président Macron coupable de sabotage climatique !* <https://anv-cop21.org/cop26-le-president-macron-coupable-de-sabotage-climatique/>, consulté le 03.04.2025

« Politique du blabla, quels dégâts ? Le 13 mars, à l'Élysée Démasquons Macron » – ANV-COP21. 6 mars 2020. *Amiens : ANV-COP21 décroche Macron dans son fief.* <https://anv-cop21.org/amiens-anv-cop21-decroche-macron-dans-son-fief/>, consulté le 16.04.2025

« Sabotage climatique Macron coupable » – ANV-COP21. 19 janvier 2022. *Les portraits d'Emmanuel Macron mazoutés devant le Parlement UE pour dénoncer son bilan climatique.* <https://anv-cop21.org/les-portraits-demmanuel-macron-mazoutes-devant-le-parlement-ue-pour-denoncer-son-bilan-climatique/>, consulté le 19.03.2025

Resüme

Bakalaureusetöös „Liikumise ANV-COP21 „vägivallavaba“ võitlus Emmanuel Macroni kliimapoliitika vastu“ uuritakse liikumise strateegiaid, aktsioone ja loosungeid nende võitluses Emmanuel Macroni kliimapoliitika vastu. Esimeses osas käsitletakse ANV-COP21 eesmärgi ja põhimõtteid. Liikumine põhineb vägivallavabal printsiibil ja kollektiivsel otsedemokraatial, mille kaudu rõhutatakse valitsuse vastutust kliimakriisi eest. Emmanuel Macroni kliimapoliitika vastaste aktsioonide strateegia on esitleda poliitilist vastast, Emmanuel Macroni, „õlemehena“, kellele omistatakse kogu vastutus valitsuse tegevusetuse eest seoses kliimaküsimustega. Vastase „õlemehena“ kujutamine kui retooriline võte lihtsustab keerulisi süsteemseid probleeme, kuid viib paradoksaalsete tagajärgedeni, eelkõige liikumise haavatavuseni õigussüsteemi suhtes.

Teises osas uuritakse, kuidas liikumine kasutab oma sõnumite edastamiseks läbi loosungite retoorilisi küsimusi, nimisõnafraase ja ning kuidas see mõjutab Emmanuel Macroni positsioneerimist kliimaküsimustes tegevusetuse eest vastutajana. Retoorilised küsimused ei vaja vastust, vaid pigem äratavad kahtlust Emmanuel Macroni poliitiliste võimete suhtes, sundides ühtlasi avalikkust tema suhtes seisukohta võtma. Näiteks loosungis *Où est Macron ?* ('Kus on Macron?') kasutatud retooriline küsimus viitab otseselt sellele, et Macroni panus kliimamuutuste vastasesse võitlusesse on ebapiisav, ta on kliima jaoks kadunud. Retooriliste küsimuste kaudu saab liikumine oma kriitikat väljendada kaudselt, ent siiski argumendi jõulisust säilitades. Nimisõnafraaside kasutamine võimaldab organisatsioonil edastada oma sõnumit lühidalt ja jõuliselt, need struktureerivad kogu sõnumit ja edastavad eesmärgi, mille eest ANV-COP21 seisab. Näiteks loosung *Sabotage climatique Macron coupable* ('Kliimasabotaaž Macron on süüdi') annab ühtlasi edasi nii süüdistuse kui ka süüdlase: tegevusetus kliimapoliitikas on justkui kliima saboteerimine, milles eest Macron vastutab, tema tegevusetuse tõttu on kliimaprobleem endiselt aktuaalne. Tegusõnafraaside puhul kasutatakse kõige sagedamini käskivat kõneviisi, mis võimaldab organisatsioonil kodanikke mobiliseerida ühise eesmärgi saavutamiseks, milleks on Macroni kõrvaldamine kliimamuutuste vastase võitluse nimel. Käskivas

kõneviisis loosungid loovad ka vastanduse „meie tema vastu“. Loosung *Climat, justice sociale, sortons Macron* (‘Kliima, sotsiaalne õiglus, tagandame Macroni’) kutsus avalikkust otseselt üles eemaldama Emmanuel Macroni portreesid Prantsusmaa raekodadest ehk teisisõnu sümboolselt presidenti kõrvaldama. Analüüsitud loosungid annavad edasi kuvandi organisatsiooni pühendumusest kliima- ja sotsiaalküsimustele, kuid otsest viidet nende vägivallavabale põhimõttele loosungitest ei ilmne. Samuti pole selge, miks valiti ainsaks „süüdlaseks“ Emmanuel Macron, mitte kogu tema valitsus.

Kolmas osa tõlgendab ANV-COP21 tegevuse sotsiaalset ja retoorilist kuvandit. Esmalt analüüsitakse kampaaniat *Décrochons Macron* (‘Saagem Macronist lahti’), mis hõlmas president Emmanuel Macroni portreede eemaldamist raehoonetest üle Prantsusmaa ning mis oli sümbolne valitsuse kliimapoliitika „süüdistamine“. Kampaania toob esile pinge sümbolse ja juriidilise süü vahel, misjuures tõlgendatakse aktivistide tegevust kohtupraktikas erinevalt : mõnikord nähakse seda kui süütut protestiaktiooni, mõnikord kui karistatavat vargust. Seejärel käsitletakse võimalikku liikumise fookuse nihet: kui varem oli liikumine keskendunud Macroni süüdistamisele, siis äärmusparempoolsete tõusu valguses nihkub rõhk üha enam äärmusparempoolse suunitlusega poliitika ennetamisele. Viimaks käsitletakse „õlemehe“ kujundi ümberpöörämist : liikumine ise esitleb end süütu ohvrina, keda õigussüsteem ja riik taga kiusavad ning represseerivad, samas kui varem mängis liikumine ise Emmanuel Macroni suhtes „kohtuniku“ rolli.

Töö näitab, et ANV-COP21 retooriline strateegia on hoolikalt läbi mõeldud, ühendatakse lingvistilised võtted ja kodanikuallumatus, et luua tugev ja ideoloogiliselt selge sõnum. Teades piire, mida vägivallavaba kuvandi hoidmiseks ületada ei tohi, tegutseb organisatsioon teadlikult seaduslikkuse ja ebaseaduslikkuse piiril, jättes seega oma tegevuse legitiimsuse hindamise ja tõlgendamise avatuks nii õigussüsteemile kui ka avalikkusele. Tulemuseks on kodanikuliikumine, mis on võimeline oma tegevust sihipäraselt struktureerima, olles samal ajal pidevalt õigussüsteemi ja poliitilise diskursuse risttules.

Annotation

Ce mémoire de licence examine comment le mouvement militant pour le climat ANV-COP21 mobilise l'action symbolique et les techniques rhétoriques fondées sur le principe de non-violence dans les manifestations contre la politique climatique d'Emmanuel Macron. Les objectifs stratégiques du mouvement, la structure des messages façonnés par les slogans et leurs conséquences juridiques sont analysés. Différents chapitres se concentrent sur la construction significative de la culpabilité à travers les slogans utilisés lors des manifestations et au sein de la campagne Décrochons Macron, la transformation rhétorique des protestations et le figure de « l'homme de paille » comme forme de résistance.

Mots-clés : protestation climatique, slogans, action symbolique, responsabilité construite

Lihtlitsents lõputöö reprodutseerimiseks ja lõputöö üldsusele kättesaadavaks tegemiseks

Mina, Emily-Ehtel Kask,

1. annan Tartu Ülikoolile tasuta loa (lihtlitsentsi) minu loodud teose „La lutte « non-violente » contre la politique climatique d’Emmanuel Macron par le mouvement ANV-COP21“, mille juhendaja on Marge Käsper, reprodutseerimiseks eesmärgiga seda säilitada, sealhulgas lisada digitaalarhiivi DSpace kuni autoriõiguse kehtivuse lõppemiseni.
2. Annan Tartu Ülikoolile loa teha punktis 1 nimetatud teos üldsusele kättesaadavaks Tartu Ülikooli veebikeskkonna, sealhulgas digitaalarhiivi DSpace kaudu Creative Commons'i litsentsiga CC BY NC ND 4.0, mis lubab autorile viidates teost reprodutseerida, levitada ja üldsusele suunata ning keelab luua tuletatud teost ja kasutada teost ärieesmärgil, kuni autoriõiguse kehtivuse lõppemiseni.
3. Olen teadlik, et punktides 1 ja 2 nimetatud õigused jäävad alles ka autorile.
4. Kinnitan, et lihtlitsentsi andmisega ei riku ma teiste isikute intellektuaalomandi ega isikuandmete kaitse õigusaktidest tulenevaid õigusi.

Emily-Ehtel Kask

20.05.2025